

## **PPL relative à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe**

**Assemblée nationale – Jeudi 9 juin 2011**

---

Monsieur le président,  
Monsieur le président de la commission des lois,  
Monsieur le rapporteur, (Monsieur Patrick Bloche)  
Mesdames, Messieurs les députés,

La proposition de loi que vous examinez aujourd'hui aborde un sujet de société important, celui du mariage entre personnes de même sexe.

Votre proposition de loi, Monsieur le rapporteur, vous en êtes le premier signataire, introduirait si elle était adoptée, un changement de taille dans les valeurs de notre société, dont il nous faut mesurer toutes les conséquences.

Je le dirai très simplement, et vous ne serez je pense pas surpris : le gouvernement n'est pas favorable à ce texte.

### **I. La condition d'altérité sexuelle a été inscrite par le législateur dans notre droit, avant même le code Napoléon.**

1. La loi française définit depuis plus de deux siècles le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme. Nos textes sur le

mariage ont été plusieurs fois modifiés. Ainsi, l'article 75 du code civil relatif aux formalités de la célébration du mariage a connu de nombreuses évolutions, et encore récemment à l'occasion de la loi du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation.

De même, l'article 144 du code civil selon lequel « *l'homme et la femme ne peuvent contracter mariage avant dix-huit ans révolus* » a été considérablement amendé par la loi du 4 avril 2006 afin que l'âge nubile de la femme soit aligné sur celui de l'homme.

**En chacune de ces occasions, le Parlement souverain a clairement fait le choix de maintenir pour le mariage la condition d'altérité sexuelle.**

2. Alors, certains brandissent les exemples étrangers pour stigmatiser notre pays et nous faire passer pour rétrogrades. Je crois que cela n'est pas raisonnable.

D'abord, il est faux de dire que nous sommes isolés. Les législations étrangères qui prévoit le mariage homosexuel sont non seulement peu nombreuses (une dizaine) mais aussi des plus disparates : certaines ouvrent le mariage tout en laissant l'adoption fermée, lorsque d'autres – beaucoup plus rares, comme la législation belge, espagnole ou néerlandaise – ouvrent le mariage, l'adoption voire même la procréation médicalement assistée.

Il convient de le rappeler : le législateur reste souverain en cette

matière : l'article 9 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne renvoie expressément aux droits nationaux la définition des modalités de garantie du droit de se marier et de fonder une famille. Vous avez à plusieurs reprises maintenu votre attachement à la spécificité du mariage fondée sur la famille et la filiation.

Le mariage associe conjugalité et parentalité et repose sur un fait simple : la possibilité pour un homme et une femme de procréer.

Votre Assemblée a encore affirmé très récemment, l'importance de ce modèle familial, en refusant d'ouvrir la procréation médicalement assistée aux couples homosexuels, rejetant ainsi l'idée qu'il faudrait à remédier à ce que certains ont appelé « l'infertilité sociale ».

Ce lien entre l'institution matrimoniale et la procréation n'est d'ailleurs pas contesté par les auteurs de la proposition de loi qui prévoit expressément que la présomption de paternité ne pourra jouer que pour les couples hétérosexuels.

Nous sommes au cœur d'un choix de société : souhaite-t-on que demain des enfants puissent avoir des actes de naissance portant mention de deux pères ou de deux mères ? En l'état, le texte ne l'interdirait pas, l'adoption étant ouverte sans restriction aux couples mariés qui pourraient désormais être de même sexe.

La réponse du Gouvernement est claire : l'altérité sexuelle du couple parental doit continuer à structurer la famille dans notre société. L'établissement de la filiation et l'accès à la procréation ne doivent pas remettre en cause ce socle fondateur de notre société.

La jurisprudence ne vient en outre pas nous contredire. La **Cour de cassation** a rappelé, dans un arrêt du 13 mars 2007, que le mariage, en ce qu'il est l'union d'un homme et d'une femme, n'est contredit par aucune des dispositions de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

La **Cour européenne des droits de l'Homme** saisie sur cette question a eu l'occasion d'indiquer, dans un arrêt du 24 juin 2010, *Schalk et Kopf c/ Autriche*, que l'article 12 de la Convention, énonçant le droit au mariage, n'impose pas aux Etats parties d'ouvrir l'accès du mariage aux couples homosexuels.

Enfin, **le Conseil constitutionnel** à la suite d'une question prioritaire de constitutionnalité le 28 janvier dernier a confirmé la constitutionnalité de notre législation.

II- En revanche, le Gouvernement sensible aux préoccupations exprimées par les associations homosexuelles, s'est attaché à faire évoluer le régime juridique du pacte civil de solidarité (PACS) institué par la loi du 15 novembre 1999 - qui permet à un couple hétérosexuel comme homosexuel d'organiser sa vie commune dans un cadre légal souple et fiable, garant d'une sécurité juridique renforcée tant à l'égard des partenaires que des tiers :

Ainsi, peuvent être citées l'amélioration :

- du régime matrimonial des partenaires qui peuvent choisir entre un régime de séparation des patrimoines ou une indivision organisée,

- la protection du partenaire survivant qui bénéficie d'un droit de jouissance pendant un an du domicile commun après le décès de l'autre partenaire ;

- l'exonération des droits de mutation par décès ;

- l'extension au partenaire d'un chef d'entreprise des mesures profitant au conjoint de l'entrepreneur ;

- la possibilité de représenter son partenaire devant certaines juridictions ;

- ou encore dernière évolution en date dans la loi de simplification et d'amélioration du droit qui prévoit l'inscription dans l'acte de décès de la mention du partenaire lié par un PACS avec le défunt.

Comme vous pouvez le constater un fort mouvement vers une égalité des droits entre les partenaires d'un PACS et des époux a été entrepris par le Gouvernement.

Pour autant, si ces rapprochements sont apparus le mariage et le PACS n'ont pas sur le plan familial vocation à devenir similaires.

Preuve en est son succès croissant auprès des couples. La loi de

1999 a répondu à une véritable demande sociale. Au total, ce sont plus de 203 880 couples qui ont contracté un PACS en 2010.

\*\*\*

Ce débat est l'occasion de montrer l'attachement de notre société au mariage, pour la sécurité qu'il apporte par rapport aux autres types d'unions et pour le symbole social qu'il représente.

Il reste une institution, à la base de la cellule familiale, même s'il n'est plus un modèle unique d'union et de parentalité. C'est justement en raison de la pluralité des unions possibles, je n'ai eu l'occasion d'évoquer le troisième mode de conjugalité que notre droit propose aux couples qu'est le concubinage.

Notre législation, dans le respect de nos engagements internationaux et des exigences constitutionnelles, est parvenue à trouver un équilibre entre les différentes unions possibles. Cet équilibre doit être préservé, objectif que, j'en suis convaincu, vous partagez.

Je vous remercie.